



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 77.380/2
du 6 février 2025

advies 77.380/2
van 6 februari 2025

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde une intervention financière aux praticiens de l'art dentaire pour l'utilisation de la télémétrie et pour la gestion électronique des dossiers médicaux en 2024'

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten overeenkomstig dewelke de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen een financiële tegemoetkoming verleent aan de tandheelkundigen voor gebruik van telematica en het elektronisch beheer van de medische dossiers in 2024'

Le 8 janvier 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde une intervention financière aux praticiens de l'art dentaire pour l'utilisation de la télématique et pour la gestion électronique des dossiers médicaux en 2024'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 3 février 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 février 2025.

*

Op 8 januari 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten overeenkomstig dewelke de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen een financiële tegemoetkoming verleent aan de tandheelkundigen voor gebruik van telematica en het elektronisch beheer van de medische dossiers in 2024'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 3 februari 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 februari 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : le « RGPD »), combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de son préambule, et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, les articles 6, 2^o, 7, § 2, et 8 du projet se rapportent à un tel traitement.

Interrogée à cet égard, la déléguée a répondu ce qui suit :

« L'avis de l'APD n'a pas été sollicité. Il s'agit d'une mesure existant depuis plusieurs années. Chaque année un nouvel AR est adopté ».

Cette explication ne peut toutefois être suivie. Il n'apparaît pas que l'article 36, paragraphe 4, du RGPD confère la moindre latitude quant à l'opportunité de soumettre ou non une mesure législative ou réglementaire à l'autorité de contrôle. Il suffit que cette mesure porte sur un traitement de données tel que défini à l'article 2, paragraphe 1, du RGPD pour que l'obligation de consulter l'Autorité de protection des données s'applique ¹.

Dans la mesure où les articles 6, 2^o, 7, § 2, et 8 du projet se rapportent à un traitement de données à caractère personnel, l'avis de cette Autorité doit donc être recueilli et un nouvel alinéa sera consacré, dans le préambule, au visa de cet avis.

¹ Voir en ce sens notamment l'avis 64.124/2/V donné le 1^{er} août 2018 sur un projet devenu l'arrêté royal du 9 octobre 2018 'modifiant l'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'article 32^{ter} du Code judiciaire' et l'avis 75.005/2 donné le 27 décembre 2023 sur un projet devenu l'arrêté royal du 23 avril 2024 'portant exécution des articles XX.135, § 6, et XX.172, alinéa 4, du Code de droit économique'.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

2. L'alinéa 7 fait mention de la délibération du Conseil des ministres du 20 décembre 2024 permettant de passer outre au refus d'accord de la Secrétaire d'État au Budget.

Il résulte de l'article 32, alinéa 1^{er}, de la loi du 22 mai 2003 'portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral' et de l'article 11 de l'arrêté royal du 20 mai 2022 'relatif au contrôle administratif, budgétaire et de gestion' qu'il appartient en dernier ressort au Conseil des ministres de se prononcer sur les incidences budgétaires de mesures soumises pour approbation. Si le secrétaire d'État ne donne pas son accord, rien n'empêche le Conseil des ministres de le donner lui-même.

Il ne peut se déduire de la notification du Conseil des ministres du 20 décembre 2024 que celui-ci s'est prononcé sur l'accord budgétaire à la place de la Secrétaire d'État au Budget. Malgré l'absence d'une mention expresse à cet égard dans la notification du Conseil des ministres, il peut être admis qu'en approuvant expressément le projet, il s'est effectivement prononcé sur son aspect budgétaire étant donné que cet aspect est essentiel pour les mesures en projet et qu'il a été abordé dans la note qui lui a été soumise.

La déléguée l'a confirmé comme suit :

« Par essence, s'il y a accord au Conseil des Ministres pour continuer la procédure, c'est qu'il se prononce également sur l'aspect budgétaire (qui est ici la raison pour laquelle l'arrêté a dû passer par le Conseil des Ministres) ».

Il peut dès lors être admis que les obligations en matière de contrôle budgétaire ont été respectées, si ce n'est qu'il est recommandé à l'avenir d'inscrire une mention expresse en ce sens dans le procès-verbal du Conseil des ministres ².

OBSERVATION GÉNÉRALE

Par souci de cohérence, dès lors que l'article 2, 1^o et 2^o, entend distinguer les praticiens de l'art dentaire et les candidats praticiens de l'art dentaire (ceux-ci pouvant prétendre à l'octroi de l'intervention à des conditions néanmoins différentes ³), il y a lieu de compléter l'intitulé du projet ainsi que les articles 1^{er}, 6 et 8 afin d'y viser également les candidats praticiens de l'art dentaire.

² Voir notamment dans le même sens l'avis 72.518/1 donné le 12 décembre 2022 sur un projet devenu l'arrêté royal du 21 décembre 2022 'modifiant l'arrêté royal du 27 mars 2009 concernant l'allocation de chauffage octroyée par le centre public d'action sociale dans le cadre du Fonds Social Mazout'.

³ Article 4, §§ 1^{er} et 2.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Le préambule sera complété par un nouvel alinéa consacré au visa de l'analyse d'impact effectuée en date du 14 novembre 2024.

DISPOSITIF

Article 2

1. De l'accord de la déléguée, le 4° sera omis dès lors que la notion de « Recip-e » n'est pas utilisée dans la suite du projet.
2. Dans la version française du 5°, les mots « dans l'article » seront omis.
3. Dans son avis 68.671/2 du 8 février 2021 ⁴, la section de législation a formulé l'observation suivante à propos d'une définition analogue à celle figurant au 9° :

« Dans son avis n° 66.618/2 ⁵ donné le 4 novembre 2019 sur un projet devenu l'arrêté royal du 9 décembre 2019 'fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde une intervention financière aux praticiens de l'art dentaire pour l'utilisation de la télématic et pour la gestion électronique des dossiers médicaux en 2019', la section de législation a observé que

'[l']article 2 serait utilement complété par la définition de la notion de 'droit DMG' dont il est question à l'article 4'.

L'article 2, 8°, du projet, procède à la définition de la notion, non pas de 'droit DMG' mais de 'la consultation du droit DMG du patient'.

Interpellée sur le constat que cette définition ne permettait pas davantage de comprendre la notion de 'droit DMG' et interrogée sur l'existence d'une définition de cette notion dans d'autres textes légaux ou réglementaires, la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

'Le 'droit DMG' n'est pas défini en tant que tel dans un texte réglementaire.

Par contre la notion de dossier médical global est définie dans plusieurs textes réglementaires http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2014072513&table_name=loi

'1° 'dossier médical global' : le dossier médical tel que décrit à l'article 2 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités ;'

⁴ Avis 68.671/2 donné le 8 février 2021 sur un projet devenu l'arrêté royal du 25 mai 2021 'fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde une intervention financière aux praticiens de l'art dentaire pour l'utilisation de la télématic et pour la gestion électronique des dossiers médicaux en 2020'.

⁵ Note de bas de page 1 de l'avis cité : <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66618.pdf>.

Art. 36septies loi 14 juillet 1994. Sans préjudice des dispositions de l'article 35, §§ 1 et 2, le Roi peut fixer les conditions et les modalités selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités paie des honoraires au médecin généraliste agréé pour la gestion du dossier médical global. [¹ Cet honoraire est seulement dû si le médecin généraliste reconnu utilise un dossier médical électronique pour le bénéficiaire concerné, qui est géré par un logiciel enregistré par la plateforme eHealth conformément à la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions.]¹

Le mot 'droit DMG du patient' est le nom donné au service par la plateforme [M]y[C]are[N]et <http://fra.mycarenet.be/sectoren2/dentistes/services-disponibles/medico-administratif/dossier-medical-global-dentiste>

Nous vous proposons d'adapter le texte et de parler de 'consultation du détenteur du DMG'.

'8° la consultation du détenteur du DMG du patient : ce service permet au dentiste de savoir, via le réseau MyCareNet défini au point 4° du présent article, qui est le détenteur du DMG du patient, ou si le patient n'a pas de DMG. Un dentiste peut faire une consultation DMG pour un patient avec lequel il a une relation thérapeutique. Le dossier médical global (DMG) est le dossier médical tel que décrit à l'article 2 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités'.

Cette nouvelle proposition de texte sera adaptée de la manière suivante :

- les mots 'ce service permet au dentiste' seront remplacés par les mots 'le service qui permet au praticien de l'art dentaire' ;
- les mots 'défini au point 4° du présent article', qui sont inutiles, seront omis ;
- la phrase 'Un dentiste peut faire une consultation DMG pour un patient avec lequel il a une relation thérapeutique' ne définit pas la notion mais constitue une condition qu'un praticien de l'art dentaire doit remplir afin de pouvoir consulter qui est le détenteur du DMG d'un patient ; cette condition figurera plus logiquement à l'article 4, § 1^{er}, 4°, et § 2, 4°, du projet et, si telle est l'intention, elle sera rédigée comme suit : 'Un praticien de l'art dentaire ne peut faire une consultation DMG que pour un patient avec lequel il a une relation thérapeutique' ;
- la dernière phrase proposée constitue la définition du dossier médical global (DMG), qui sera scindée de la définition de 'la consultation du détenteur du DMG du patient' pour former une définition autonome en un article 2, 9° ».

Une observation analogue peut être réitérée *in casu*.

Article 4

1. Dans la phrase introductive des paragraphes 1^{er} et 2, le chiffre « 2024 » est inutile au vu de la définition figurant à l'article 2, 3°, et peut donc être omis.
2. Au paragraphe 1^{er}, tel que rédigé (« doit télécharger au moins un message pendant au moins 1 mois de l'année de la prime »), le 5° manque de clarté. La question se pose de savoir s'il faut avoir téléchargé tous les jours pendant un mois au moins un message ou s'il faut avoir téléchargé au moins un message pendant l'année de la prime.

Interrogée à cet égard, la déléguée a explicité :

« Il faut avoir téléchargé au moins un message pendant l'année de la prime ».

Au vu de cette réponse, les mots « au moins 1 mois de » seront par conséquent omis.

3. Tel que formulé, le paragraphe 3 manque de clarté.

Interrogée quant aux seuils d'utilisation précisément visés ainsi que quant aux seuils et/ou critères ne devant pas être obligatoirement atteints respectivement par les praticiens de l'art dentaire et par les candidats praticiens de l'art dentaire, la déléguée a précisé :

« 4 seuils à atteindre parmi :

- la consultation de l'assurabilité,
- la consultation des tarifs
- la facturation électronique des soins (eAttest + eFact)
- lecture eDMG
- Ehealthbox

Pas obligatoire : e-dmg et ehealthbox ».

Le dispositif sera clarifié en ce sens. Par conséquent, les mots « les quatre seuils » seront remplacés par les mots « au moins quatre seuils » tandis que les mots « au quatre seuils » seront remplacés par les mots « au moins quatre seuils ».

Article 7

Tel que formulé, le paragraphe 2 manque de clarté.

Interrogée à cet égard, la déléguée a précisé que l'hypothèse visée était celle « dans laquelle l'INAMI dispose déjà de toutes les informations utiles pour l'octroi de l'intervention (sauf le numéro de compte du (candidat) praticien de l'art dentaire) et que dans ce cas, aucune demande ne devra être introduite par le (candidat) praticien de l'art dentaire ».

Contrairement à ce que laisse accroire le dispositif, la dispense de demande d'intervention s'applique ainsi à l'ensemble des (candidats) praticiens de l'art dentaire pour lesquels l'INAMI dispose déjà de toutes les informations utiles pour le calcul de l'intervention et non pas à « tout ou partie des (candidats) praticiens de l'art dentaire ».

Interrogée également quant à la manière dont les (candidats) praticiens de l'art dentaire seront informés du fait qu'ils ne doivent pas introduire de demande d'intervention, la déléguée a répondu :

« La possibilité réglementaire existe, mais elle n'a pas encore été opérationnalisée. À partir du moment où ce processus sera mis en place, il y aura un système de communication vers les dentistes individuels concernés par la prime comme cela existe pour d'autres primes ».

Dans un souci de sécurité juridique, le dispositif sera par conséquent clarifié en ce sens ⁶.

Article 9

Le dispositif prévoit que le candidat praticien de l'art dentaire ou le praticien de l'art dentaire « est payé » au plus tard le 31 décembre de l'année suivant l'année de la prime. Or, il convient de préciser que c'est la prime qui est payée au praticien en question.

Le dispositif sera revu en ce sens.

Article 11

Le projet entend s'appliquer pour l'année de la prime 2024.

Compte tenu du caractère incitatif qui est inhérent à toute subvention, il est en principe dépourvu d'intérêt d'accorder une subvention avec effet rétroactif puisque le bénéficiaire potentiel de celle-ci ne peut plus adapter son comportement pour en remplir les critères d'octroi ⁷.

Par ailleurs, la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle en vertu d'un principe général de droit. La rétroactivité peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par la loi. En l'absence d'autorisation légale, elle ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

⁶ Voir en ce sens l'avis 74.782/2 donné le 27 novembre 2023 sur un projet devenu l'arrêté royal du 6 février 2024 'modifiant l'arrêté royal du 11 juin 2018 fixant le montant et les modalités de paiement de l'indemnité pour les maîtres de stage en médecine de candidats spécialistes'.

⁷ Voir notamment en ce sens l'avis 68.970/2 donné le 31 mars 2021 sur un projet devenu l'arrêté royal du 6 mai 2021 'fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde une intervention financière aux sages-femmes pour l'utilisation de la télémédecine et pour la gestion électronique des dossiers médicaux' et l'avis 69.256/2 donné le 7 mai 2021 sur un projet devenu l'arrêté royal du 8 juin 2021 'modifiant l'arrêté royal du 30 juin 2017 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde une intervention financière aux médecins pour l'utilisation de la télémédecine et pour la gestion électronique des dossiers médicaux' et l'avis 70.899/2 donné le 14 février 2022 sur un projet devenu l'arrêté royal du 5 mars 2022 'fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde une intervention financière aux sages-femmes pour l'utilisation de la télémédecine et pour la gestion électronique des dossiers médicaux'.

En l'espèce, l'auteur du texte doit s'assurer que la rétroactivité peut être justifiée malgré les conditions fixées par l'article 4, que le projet d'arrêté entend rendre applicables à l'année de la prime 2024. Ainsi, la question se pose de savoir si tous les praticiens de l'art dentaires et candidats praticiens de l'art dentaire concernés ont été informés du fait que ces conditions s'appliquent à l'année de la prime 2024 afin de respecter le principe d'égalité entre ceux-ci.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna de “AVG”), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de preambule van die verordening, alsook in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, wordt geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

In casu hebben de artikelen 6, 2°, 7, § 2, en 8 van het ontwerp betrekking op een dergelijke verwerking.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“L’avis de l’APD n’a pas été sollicité. Il s’agit d’une mesure existant depuis plusieurs années. Chaque année un nouvel AR est adopté.”

Die uitleg kan echter niet worden gevolgd. Artikel 36, lid 4, van de AVG lijkt niet de minste ruimte te laten om te beoordelen of een wetgevingsmaatregel of een regelgevingsmaatregel al dan niet aan de toezichthoudende autoriteit hoort te worden voorgelegd. Het volstaat dat die maatregel betrekking heeft op een gegevensverwerking zoals bepaald in artikel 2, lid 1, van de AVG, opdat de Gegevensbeschermingsautoriteit geconsulteerd dient te worden.¹

In zoverre de artikelen 6, 2°, 7, § 2, en 8 van het ontwerp betrekking hebben op een verwerking van persoonsgegevens, moet het advies van die Gegevensbeschermingsautoriteit dan ook worden ingewonnen. In de aanhef moet vervolgens een nieuw lid worden ingevoegd waarin naar dat advies wordt verwezen.

¹ Zie in die zin onder meer advies 64.124/2/V van 1 augustus 2018 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 9 oktober 2018 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juni 2016 houdende de elektronische communicatie overeenkomstig artikel 32ter van het Gerechtelijk Wetboek’ en advies 75.005/2 van 27 december 2023 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 23 april 2024 ‘houdende uitvoering van artikelen XX.135, § 6, en XX.172, vierde lid, van het Wetboek van economisch recht’.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

2. In het zevende lid wordt verwezen naar het besluit van de Ministerraad van 20 december 2024, waarbij deze voorbijgaat aan de weigering tot akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting.

Uit artikel 32, eerste lid, van de wet van 22 mei 2003 ‘houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat’ en artikel 11 van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 ‘betreffende de administratieve, begrotings- en beheerscontrole’ volgt dat het in laatste instantie aan de Ministerraad toekomt zich uit te spreken over de budgettaire implicaties van een ter goedkeuring voorgelegde regeling. Indien de staatssecretaris zijn akkoord niet verleent, verhindert niets de Ministerraad er alsnog zelf mee in te stemmen.

Uit de notificatie van de Ministerraad van 20 december 2024 kan niet worden afgeleid dat die raad zich in de plaats van de staatssecretaris voor Begroting heeft uitgesproken over de budgettaire akkoordbevinding. Alhoewel de notificatie van de Ministerraad daar niets uitdrukkelijk over zegt, mag worden aangenomen dat de Ministerraad zich, door de uitdrukkelijke goedkeuring van het ontwerp, wel degelijk heeft uitgesproken over het budgettaire aspect ervan, aangezien dat aspect wezenlijk is voor de in het ontwerp opgenomen maatregelen en aan bod is gekomen in de nota die aan de Ministerraad is voorgelegd.

De gemachtigde heeft dit als volgt bevestigd:

“Par essence, s’il y a accord au Conseil des Ministres pour continuer la procédure, c’est qu’il se prononce également sur l’aspect budgétaire (qui est ici la raison pour laquelle l’arrêté a dû passer par le Conseil des Ministres).”

Er kan bijgevolg worden aangenomen dat aan de verplichtingen op het vlak van begrotingscontrole is voldaan, zij het dat het aanbeveling verdient dit in de toekomst uitdrukkelijk te vermelden in de notulen van de Ministerraad.²

² Zie in dezelfde zin advies 72.518/1 van 12 december 2022 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 21 december 2022 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 maart 2009 betreffende de verwarmingsstoelage toegekend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van het Sociaal Stookoliefonds’.

ALGEMENE OPMERKING

Ter wille van de samenhang en aangezien in artikel 2, 1° en 2°, een onderscheid wordt gemaakt tussen tandheerkundigen en kandidaat-tandheerkundigen (welke laatste groep aanspraak kan maken op een tegemoetkoming, weliswaar onder aparte voorwaarden),³ dienen het opschrift van het ontwerp en de artikelen 1, 6 en 8 te worden aangevuld zodat ze ook betrekking hebben op kandidaat-tandheerkundigen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

De aanhef dient aangevuld te worden met een nieuw lid waarin wordt verwezen naar de impactanalyse, uitgevoerd op 14 november 2024.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. De gemachtigde is het ermee eens dat punt 4° wordt weggelaten aangezien het begrip “Recip-e” in het vervolg van het ontwerp niet ter sprake komt.
2. In de Franse tekst van punt 5° moeten de woorden “dans l’article” worden weggelaten.
3. De afdeling Wetgeving heeft in advies 68.671/2 van 8 februari 2021⁴ de volgende opmerking geformuleerd over een soortgelijke definitie als die welke in punt 9° wordt gegeven:

“In advies 66.618/2⁵, op 4 november 2019 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 9 december 2019 ‘tot bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten overeenkomstig dewelke de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen een financiële tegemoetkoming verleent aan de tandheerkundigen voor gebruik van telematica en het elektronisch beheer van de medische dossiers in 2019’, heeft de afdeling Wetgeving opgemerkt dat

‘[h]et (...) aanbeveling [verdient] artikel 2 aan te vullen met de definitie van het begrip ‘GMD-recht’ waarvan sprake is in artikel 4.’

In artikel 2, 8°, van het ontwerp wordt geen definitie gegeven van het begrip ‘GMD-recht’ maar wel van ‘de raadpleging van het GMD-recht van de patiënt’.

³ Artikel 4, §§ 1 en 2.

⁴ Advies 68.671/2 van 8 februari 2021 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 25 mei 2021 ‘tot bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten overeenkomstig dewelke de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen een financiële tegemoetkoming verleent aan de tandheerkundigen voor gebruik van telematica en het elektronisch beheer van de medische dossiers in 2020’.

⁵ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/66618.pdf>.

Gewezen op de vaststelling dat het begrip ‘GMD-recht’ op grond van die definitie evenmin begrepen kon worden en gevraagd of er in andere wet- of verordeningsteksten een definitie van dat begrip gegeven wordt, heeft de gemachtigde van de minister als volgt geantwoord:

‘Le 'droit DMG' n'est pas défini en tant que tel dans un texte réglementaire.

Par contre la notion de dossier médical global est définie dans plusieurs textes réglementaires http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2014072513&table_name=loi

‘1° 'dossier médical global': le dossier médical tel que décrit à l'article 2 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;’

Art. 36septies loi 14 JUILLET 1994.<Inséré par L 2002-08-22/39, art. 6, 071; En vigueur : 10-09-2002> Sans préjudice des dispositions de l'article 35, §§ 1 et 2, le Roi peut fixer les conditions et les modalités selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités paie des honoraires au médecin généraliste agréé pour la gestion du dossier médical global. [1 Cet honoraire est seulement dû si le médecin généraliste reconnu utilise un dossier médical électronique pour le bénéficiaire concerné, qui est géré par un logiciel enregistré par la plateforme eHealth conformément à la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions.]¹

Le mot ‘droit DMG du patient’ est le nom donné au service par la plateforme [M]y[C]are[N]et <http://fra.mycarenet.be/sectoren2/dentistes/services-disponibles/medico-administratif/dossier-medical-global-dentiste>

Nous vous proposons d'adapter le texte et de parler de ‘consultation du détenteur du DMG’.

‘8° la consultation du détenteur du DMG du patient: ce service permet au dentiste de savoir, via le réseau MyCareNet défini au point 4° du présent article, qui est le détenteur du DMG du patient, ou si le patient n'a pas de DMG. Un dentiste peut faire une consultation DMG pour un patient avec lequel il a une relation thérapeutique. Le dossier médical global (DMG) est le dossier médical tel que décrit à l'article 2 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités’.

Dat nieuwe tekstvoorstel moet als volgt aangepast worden:

– de woorden ‘deze dienst biedt de tandarts de mogelijkheid’ moeten vervangen worden door de woorden ‘de dienst die de tandheelkundige de mogelijkheid biedt;’

– de woorden ‘gedefinieerd in punt 4° van dit artikel’ zijn overbodig en moeten weggelaten worden;

– de zin ‘Een tandarts kan een raadpleging GMD doen voor een patiënt waarmee de tandarts een therapeutische relatie heeft’ geeft geen definitie van het begrip, maar vormt een voorwaarde waaraan een tandheelkundige moet voldoen om te kunnen nakijken wie de houder is van het GMD van een patiënt; het zou logischer zijn dat die voorwaarde in artikel 4, § 1, 4°, en § 2, 4°, van het ontwerp opgenomen wordt en, als dat de bedoeling is, moet de zin als volgt gesteld worden: ‘Een tandheelkundige kan enkel een raadpleging GMD doen voor een patiënt waarmee hij een therapeutische relatie heeft;’

– in de laatste voorgestelde zin wordt de definitie gegeven van het globaal medisch dossier (GMD); die definitie moet afgesplitst worden van de definitie van ‘de raadpleging van de houder van het GMD van de patiënt’ en moet als een autonome definitie vermeld worden in een artikel 2, 9°.”

In casu kan een soortgelijke opmerking worden gemaakt.

Artikel 4

1. In de inleidende zin van de paragrafen 1 en 2 is het getal “2024” zinloos, gelet op de definitie vervat in artikel 2, 3°, en mag het dus worden weggelaten.

2. In paragraaf 1 is de huidige redactie van de bepaling onder 5° (“moet minstens één bericht downloaden gedurende ten minste 1 maand van het premiejaar”) niet erg duidelijk. Vraag is of men gedurende een maand alle dagen minstens één bericht moet hebben gedownload, dan wel of men minstens één bericht moet hebben gedownload gedurende het premiejaar.

Naar aanleiding van een vraag daarover heeft de gemachtigde de volgende verduidelijking gegeven:

“Il faut avoir téléchargé au moins un message pendant l’année de la prime.”

Gelet op dat antwoord moeten de woorden “ten minste 1 maand van” bijgevolg weggelaten worden.

3. De huidige redactie van paragraaf 3 is onduidelijk.

Op de vraag welke gebruiksdrempels precies worden bedoeld en welke drempels en/of criteria niet-bindend zijn voor respectievelijk tandheelkundigen en kandidaat-tandheelkundigen, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“4 seuils à atteindre parmi :

- la consultation de l’assurabilité,
- la consultation des tarifs
- la facturation électronique des soins (eAttest + eFact)
- lecture eDMG
- Ehealthbox

Pas obligatoire : e-dmg et ehealthbox.”.

Het dispositief moet in die zin worden verduidelijkt. De woorden “vier gebruiksdrempels” moeten dus telkens worden vervangen door de woorden “ten minste vier gebruiksdrempels”.

Artikel 7

De huidige redactie van paragraaf 2 is onduidelijk.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde aangegeven dat het gaat om het geval waarin “l’INAMI dispose déjà de toutes les informations utiles pour l’octroi de l’intervention (sauf le numéro de compte du (candidat) praticien de l’art dentaire) et que dans ce cas, aucune demande ne devra être introduite par le (candidat) praticien de l’art dentaire”.

In tegenstelling tot wat het dispositief doet uitschijnen, geldt de vrijstelling met betrekking tot de aanvraag tot tegemoetkoming zodoende voor alle (kandidaat-)tandheelkundigen over wie het RIZIV reeds alle nuttige informatie heeft voor de berekening van de tegemoetkoming, en niet voor “alle of een deel van de (kandidaat-)tandheelkundigen”.

De gemachtigde is ook gevraagd hoe de (kandidaat-)tandheelkundigen zullen worden ingelicht over het feit dat ze geen aanvraag tot tegemoetkoming hoeven in te dienen, en heeft daarop het volgende geantwoord:

“La possibilité réglementaire existe, mais elle n’a pas encore été opérationnalisée. À partir du moment où ce processus sera mis en place, il y aura un système de communication vers les dentistes individuels concernés par la prime comme cela existe pour d’autres primes.”

Ter wille van de rechtszekerheid moet het dispositief bijgevolg in die zin worden verduidelijkt.⁶

Artikel 9

Het dispositief voorziet dat de kandidaat-tandheelkundige of de tandheelkundige uiterlijk op 31 december van het jaar volgend op het premiejaar wordt “betaald”. Er dient evenwel nader te worden gesteld dat het gaat om de betaling van de premie aan de tandheelkundige in kwestie.

Het dispositief moet in die zin worden herzien.

⁶ Zie in die zin advies 74.782/2 van 27 november 2023 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 6 februari 2024 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juni 2018 tot vaststelling van het bedrag en de betalingsmodaliteiten van de vergoeding voor de stagemeesters in de geneeskunde van kandidaat-specialisten’.

Artikel 11

Het is de bedoeling dat het ontwerp van toepassing is op het premiejaar 2024.

Gelet op de inherent aansporende aard van elke tegemoetkoming, heeft het in beginsel geen zin een tegemoetkoming met terugwerkende kracht toe te kennen, aangezien de potentiële begunstigde van die tegemoetkoming zijn gedrag niet meer kan aanpassen om aan de toekenningscriteria ervan te voldoen.⁷

Bovendien hebben bestuurshandelingen krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien ze niet bij de wet wordt toegestaan, is ze alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, met name wanneer ze nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand, en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten worden geëerbiedigd.

In casu moet de steller van de tekst zich ervan vergewissen dat de terugwerkende kracht te rechtvaardigen valt in weerwil van de in artikel 4 gestelde voorwaarden die het ontwerp toepasselijk wil maken op het premiejaar 2024. Zo rijst de vraag of, ter naleving van het beginsel van onderlinge gelijkheid, alle betrokken tandheelkundigen en kandidaat-tandheelkundigen ervan op de hoogte zijn gebracht dat die voorwaarden van toepassing zijn op het premiejaar 2024.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Patrick RONVAUX

⁷ Zie in die zin onder meer advies 68.970/2 van 31 maart 2021 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 6 mei 2021 ‘tot bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten overeenkomstig dewelke de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen een financiële tegemoetkoming verleent aan de vroedvrouwen voor gebruik van telematica en het elektronisch beheer van de medische dossiers’, advies 69.256/2 van 7 mei 2021 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 8 juni 2021 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juni 2017 tot bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten overeenkomstig dewelke de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen een financiële tegemoetkoming verleent aan de huisartsen voor gebruik van telematica en het elektronisch beheer van de medische dossiers’ en advies 70.899/2 van 14 februari 2022 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 5 maart 2022 ‘tot bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten overeenkomstig dewelke de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen een financiële tegemoetkoming verleent aan de vroedvrouwen voor gebruik van telematica en het elektronisch beheer van de medische dossiers’.